



Les organisations syndicales de la DGFIP et les députés, sénateurs, élus locaux signataires alertent les citoyens et pouvoirs politiques sur la réalité et les conséquences des réformes mises en place à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et notamment du Nouveau Réseau de Proximité.

Si ces réformes ne sont pas stoppées, d'ici 2024, l'ensemble du réseau territorial et des implantations de la DGFIP sera réorganisé en faisant fi des besoins de la population, des usagers, des élus et de l'aménagement du territoire. Cette réorganisation comprend la suppression de plus d'un millier d'implantations territoriales et de plusieurs milliers d'emplois. Elle s'inscrit dans la vision d'un service public dématérialisé au-delà du raisonnable, portée par une politique visant à assécher la demande en supprimant l'offre de service.

Pour convaincre du bien fondé de cette réorganisation, le gouvernement axe la promotion de son projet sur les « points de contacts » qu'il entend mettre en place au travers des « espaces France services » (EFS) et de formes d'accueil itinérants. Cette communication est trompeuse : elle mélange l'évolution du réseau propre de la DGFIP et celle de structures légères, généralistes, à la pérennité très incertaine et à la charge des collectivités et non plus de l'Etat.

Loin d'être des services de la DGFIP ces « points de contacts » seraient constitués de seulement deux personnes au statut non précisé (contractuels, fonctionnaires territoriaux...) censées assurer un accueil de premier niveau pour nombres d'administrations et opérateurs très divers (CAF, CNAV, CNAM, Pôle emploi, la Poste, certains accès de services des ministères du Travail, de l'Intérieur ou de la Justice, etc.).

En réalité, l'objectif est bien la fermeture des guichets physiques de ces services et organismes publics au profit du tout numérique regroupé dans un compte unique dématérialisé le compte citoyen.

Ce projet dont le NRP n'est qu'un avatar priverait l'ensemble des populations d'un accès personnalisé et d'un accompagnement technique indispensable aux personnes en fragilités numériques ou sociales (26% de la population) tout particulièrement les personnes âgées ou en situation de handicap.

Nous l'affirmons, cette réorganisation serait un repli territorial inédit de la DGFIP, dernier service public administratif d'État encore largement présent sur le territoire.

Outre la réorganisation du réseau, les missions de la DGFIP sont elles aussi impactées par des réformes pouvant aller jusqu'à des externalisations de mission comme celle de l'encaissement de l'impôt. Le statut des fonctionnaires de la DGFIP est menacé alors qu'il est pourtant le garant de la neutralité, de l'impartialité et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir politique ainsi que de la continuité du service public et du respect de la confidentialité des informations individuelle et stratégiques détenues par la DGFIP. C'est en effet ce statut qui en fait la garantie de l'égalité de traitement de tous les citoyens et un rempart contre la corruption. Ces garanties prennent donc tout leur sens s'agissant de la gestion des finances publiques.

Or, la DGFIP, par ses missions et ses agents fonctionnaires d'État sous statut, est au cœur du rôle de l'État. Parmi ses missions les plus importantes, elle assure à la fois la tenue de la comptabilité publique des collectivités et établissements publics locaux et celle de la comptabilité générale de l'État. Elle a en charge

l'encaissement des recettes, le contrôle des dépenses, la paie des fonctionnaires mais aussi l'établissement des plans cadastraux et l'assiette des impôts. Elle assure également le contrôle fiscal garant de l'égalité de tous devant l'impôt, de la sécurité des recettes fiscales, ainsi que de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Elle a pris en charge, depuis le début de la crise sanitaire, la gestion du Fonds national de solidarité.

Malheureusement, les réformes actuelles et passées entraînent un affaiblissement toujours plus grave de la DGFIP. Le démantèlement de son réseau et la privatisation ou l'externalisation de ses missions dans un contexte de suppressions massives d'emplois depuis 20 ans et de remise en cause du statut de ses fonctionnaires, conduiront à un recul sans précédent des capacités de l'État à assurer sa sécurité comptable, foncière et fiscale et à apporter aux usagers le service qu'ils sont en droit d'attendre.

Alors que la crise sanitaire a démontré la nécessité de services publics performants partout sur le territoire, que le consentement à l'impôt connaît des difficultés, que la population et les entreprises n'ont jamais eu autant besoin du soutien de l'État, les conséquences de ces réformes seront dramatiques à la sortie de la crise sanitaire. Elles pourraient même être aussi catastrophiques lors d'une éventuelle prochaine crise sanitaire, financière ou encore démocratique.

Les organisations syndicales et les élus signataires demandent que ces réformes soient stoppées à la DGFIP. Des débats publics sous formes d'assises départementales et nationale des finances publiques seront organisés partout sur le territoire dans les mois à venir.

<b>NOMS</b>	<b>Elu.e.s</b>	<b>Groupe politique</b>
Cathy Apourceau	Sénatrice du Nord	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Cécile Cukierman	Sénatrice de la Loire	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Céline Brulin	Sénatrice de Seine Maritime	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Eliane Essassi	Sénatrice Seine Saint Denis	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Eric Bocquet	Sénateur du Nord	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Fabien Gay	Sénateur Seine Saint Denis	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Gérard Lahellec	Sénateur Côtes d'Armor	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Laurence Cohen	Sénatrice Val de Marne	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Marie Claude Varailles	Sénatrice Dordogne	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Marie-Noëlle Lienemann	Sénatrice de Paris	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Michelle Gréaume	Sénatrice du Nord	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Pascal Savoldelli	Sénateur Val de Marne	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
Pierre Laurent	Sénateur de Paris	<b>Groupe communiste républicain citoyen et écologiste</b>
André Chassaigne	Député Puy de Dôme	<b>Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine</b>
Marie George Buffet	Députée Seine Saint Denis	<b>Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine</b>
Raymonde Poncet	Sénatrice du Rhône	<b>Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires</b>
Sophie Taillé Polian	Sénatrice du Val de Marne	<b>Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires</b>
Annie Le Houerou	Sénatrice Côtes d'Armor	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Christian Redon-Sarrazy	Sénateur Haute Vienne	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Corinne Feret	Sénatrice Calvados	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Didier Marie	Sénateur Seine Maritime	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Eric Kerrouche	Sénateur des Landes	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Florence Blatrix Contat	Sénatrice de l'Ain	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Frédérique Espagnac	Sénatrice Pyrénées Atlantiques	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Gilbert Luc Devinaz	Sénateur du Rhône	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Gisèle Jourda	Sénatrice de l'Aude	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Hussein Bourgi	Sénateur Hérault	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Isabelle Briquet	Sénatrice Haute Vienne	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Jacques Bernard Magner	Sénateur Puy de Dôme	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Jean Claude Tissot	Sénateur Loire	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Jean Jacques Lozach	Sénateur de la Creuse	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Jean Jacques Michau	Sénateur Ariège	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Jean Marc Todeschini	Sénateur de la Moselle	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>

<b>NOMS</b>	<b>Elu.e.s</b>	<b>Groupe politique</b>
Joel Bigot	Sénateur Maine et Loire	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Laurence Harribey	Sénatrice de la Gironde	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Lucien Stanzione	Sénateur Vaucluse	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Marie Arlette Carlotti	Sénatrice Bouches du Rhône	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Marie Pierre Monier	Sénatrice de la Drôme	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Martine Filleul	Sénatrice Nord	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Michelle Meunier	Sénatrice Loire Atlantique	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Monique Lubin	Sénatrice Landes	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Nicole Bonnefoy	Sénatrice Charente	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Patrice Joly	Sénateur de la Nièvre	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Patrick Kanner	Sénateur Nord	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Rachid Temal	Sénateur Val d'Oise	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Rémi Cardon	Sénateur de la Somme	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Rémi Féraud	Sénateur Paris	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Serge Merillou	Sénateur de Dordogne	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Thierry Cozic	Sénateur Sarthe	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Vincent Eble	Sénateur Seine et Marne	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Yannick Vaugrenard	Sénateur de Loire Atlantique	<b>Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain</b>
Adrien Quatennens	Députée du Nord	<b>La France Insoumise</b>
Bénédicte Taurine	Députée Ariège	<b>La France Insoumise</b>
Daniele Obono	Députée de Paris	<b>La France Insoumise</b>
Eric Coquerel	Député 1ere Seine Saint Denis	<b>La France Insoumise</b>
Mathilde Panot	Sénatrice Val de Marne	<b>La France Insoumise</b>
Ugo Bernalicis	Député du Nord	<b>La France Insoumise</b>
Julien Aubert	Député du Vaucluse	<b>Les Républicains</b>
François-Michel Lambert	Député Bouches du Rhône	<b>Libertés et Territoires</b>
Emilie Cariou	Députée de la Meuse	<b>Non inscrits</b>
José Evrard	Député du Pas de Calais	<b>Non inscrits</b>
Alain Bruneel	Député du Nord	<b>Parti communiste français</b>
Fabien Roussel	Député du Nord	<b>Parti communiste français</b>
Hubert Wulfranc	Député de Seine Maritime	<b>Parti communiste français</b>
Jean Paul Dufregne	Député 1ère Allier	<b>Parti communiste français</b>
Pierre Dharéville	Députée 13ème Bouches du Rhône	<b>Parti communiste français</b>
Sébastien Jumel	Député de Seine Maritime	<b>Parti communiste français</b>

<b>NOMS</b>	<b>Elu.e.s</b>	<b>Groupe politique</b>
Stéphane Peu	Député Seine saint Denis	<b>Parti communiste français</b>
Sylvia Pinel	Députée Tarn et Garonne	<b>Parti radical de gauche</b>
Chantal Jourdan	Députée de l'Orne	<b>Parti socialiste</b>
David Habib	Député Pyrénées Atlantiques	<b>Parti socialiste</b>
Jérôme Lambert	Député Charente	<b>Parti socialiste</b>
Laurence Dumont	Députée du Calvados	<b>Parti socialiste</b>
Sylvie Tolmont	Députée 4ème Sarthe	<b>Parti socialiste</b>
Régis Juanico	Député Loire	<b>Parti socialiste et apparentés</b>
Jennifer de Temmerman	Députée 15ème Nord	<b>Régions et peuples solidaires</b>
Sébastien Nadot	Député de Haute Garonne	<b>Régions et peuples solidaires</b>
Bertrand Pancher	Députée de la Meuse	<b>Union des démocrates, radicaux et libéraux</b>
Benjamin Vandekerckove	Conseiller municipal de Seclin	

Avec le soutien de Laurence Rossignol , sénatrice de l'Oise, membre du Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain